

## Les berbères dans le Maghreb contemporain : entre tensions et évolutions

Malgré les mesures en faveur du berbère, on semble loin d'un compromis historique entre les Etats et la berbéricité.

Salem Chaker

**O**n doit en premier lieu insister sur l'importance du paramètre démographique : en Afrique du Nord, du moins en Algérie et au Maroc, les berbérophones sont certes minoritaires, mais ils constituent des minorités conséquentes puisqu'on les évalue à 20-25 % de la population algérienne et à 35-40 % de la population marocaine. Ces données démographiques contiennent déjà un élément de compréhension essentiel de la tension qui a toujours régné autour de la question berbère en Afrique du Nord : les berbérophones ne sont pas des minorités insignifiantes que les Etats pourraient facilement « oublier », gérer et intégrer. Ce sont des populations nombreuses, concentrées sur des régions généralement bien individualisées et qui, de par là même, posent un problème structurel aux Etats concernés.

Du point de vue de la stricte observation du réel social, le « danger berbère », le risque de « séparatisme berbère », régulièrement brandi par les courants idéologiques dominants au Maghreb, n'est pas seulement un mythe. Une remise en cause des Etats-nations actuels est une potentialité objectivement inscrite dans la démographie.

### Un environnement idéologique hostile

**L**a configuration qu'a prise la revendication berbère, notamment en Kabylie, depuis une trentaine d'années ne peut se comprendre qu'en référence à un contexte idéologique et politique globalement hostile à l'identité berbère. Hostilité structurelle qui a induit une affirmation réactive, d'abord des élites, puis de la population dans son ensemble, focalisée principalement, mais non exclusivement, sur la langue. Car, la revendication berbère est d'abord linguistique et culturelle : en Kabylie par exemple, depuis 1980, le slogan « Berbère, langue nationale et officielle » réunit tous les acteurs de la revendication.

L'hostilité à la berbéricité était – et reste certainement, malgré les assouplissements récents – partagée par tous les courants idéologiques dominants au Maghreb, de gauche comme de droite, modernistes ou conservateurs, tous fortement représentés dans les appareils idéologiques (d'Etat ou non).

– D'abord l'arabo-islamisme, dont il convient de rappeler qu'il est consubstantiel des Etats maghrébins, puisque dès les tout débuts des projets nationalistes, tant algérien que marocain, les Etats-nations projetés sont expressément définis comme arabes et musulmans. Et les différentes constitutions et textes d'orientation fondamentaux depuis les indépendances n'ont jamais varié sur ce point : « les maghrébins sont arabes et musulmans ». Cette définition de l'identité nationale fait partie de ce qui est considéré par les courants dominants et par les Etats comme des « options fondatrices et irréversibles ». C'est cette option qui a induit, en Algérie et au Maroc, avec bien sûr d'importantes nuances dans les applications, les politiques dites « d'arabisation », visant à la fois l'éradication du français, langue de l'ancienne puissance coloniale, et du berbère, réalité en contradiction évidente avec l'affirmation de l'arabité essentielle de la nation.

– Ensuite le centralisme jacobin, bien entendu directement hérité de l'expérience politique de la France. On n'oubliera pas que les élites nord-africaines, politiques et autres, sont majoritairement de formation française et que la constitution des champs politiques maghrébins a été profondément influencée par l'expérience historique de la France. Même les élites arabophones, formées au Proche Orient, partagent en fait le même stock de références, notamment en matière de conception de l'Etat, à travers le nationalisme arabe dont on sait que l'inspiration principale a été le modèle français (« une nation, un territoire, une langue, unes et indivisibles »). En Algérie, cette conception a été puissamment renforcée par une influence durable des modèles de fonctionnement politiques staliniens, dans le Mouvement national déjà, puis dans l'Algérie indépendante du Parti unique (Front de Libération Nationale). Jacobinisme et autoritarisme politique ne pouvaient évidemment développer qu'une approche répressive vis-à-vis de la diversité linguistique et culturelle.

– Enfin, surtout en Algérie, les conditions historiques – une colonisation négatrice et ouvertement assimilationniste – a induit un nationalisme réactif exacerbé, en particulier pour tout ce qui touche aux

questions d'identité. Il y a de manière lourde un complexe identitaire maghrébin qui s'est constitué dans le regard de la France coloniale.

Ce sont tous ces facteurs qui expliquent la prégnance en Afrique du Nord du spectre de la « sécession berbère », cette suspicion permanente « d'atteinte à l'unité de la Nation » face à la revendication de reconnaissance de la langue berbère : la berbéricité apparaît comme une remise en cause potentielle des fondements définitoires de la Nation et de l'Etat.

### Un cas très particulier : la Kabylie

**A**u-delà des grandes déterminations historiques et idéologiques communes, il est absolument nécessaire d'isoler un « problème kabyle », propre à l'Algérie, même si aux plans historique et civilisationnel, voire éthique, le problème berbère est celui de tout le Maghreb.

Les données socio-politiques contemporaines conduisent à admettre que la « question berbère » ne se pose pas dans les mêmes termes dans toutes les régions berbérophones. La Kabylie est la seule région où il existe un mouvement revendicatif berbère puissant et pérenne, ayant un ancrage populaire indiscutable, ainsi que l'ont montré les très nombreuses manifestations et protestations depuis 1980. Ailleurs, tant en Algérie qu'au Maroc, il existe bien un mouvement associatif, parfois dense et revendicatif, (dans les domaines chleuh et rifain, notamment), mais pas, du moins jusqu'à présent, de revendication populaire.

Depuis le « printemps berbère » (1980), la Kabylie est dans une relation de tension ouverte quasi-permanente avec l'Etat central algérien. Manifestations, grèves, grèves scolaires, affrontements et émeutes, arrestations ponctuent de manière cyclique les relations entre les autorités et la région. Les derniers événements du « printemps noir » 2001, qui ont fait plus d'une centaine de morts et installé une situation de violence durable dans la région, constituent un paroxysme qui confirme qu'il existe bien une rupture profonde et globale, aux causes multiples, entre la Kabylie et l'Etat central algérien.

Pourquoi cette spécificité kabyle ? La question peut d'autant moins être esquivée, que les données anthropologiques fondamentales et les expériences historiques sur la longue durée des diverses régions berbères sont très comparables. Les facteurs explicatifs semblent tous découler de l'histoire récente :

– La Kabylie est la seule région berbère possédant des élites modernes (francophones) nombreuses et de formation ancienne – dès le début du XXe siècle ; sur ce plan, le contraste avec les Aurès ou les régions berbérophones marocaines est saisissant.

– La Kabylie est la seule région berbère où la culture politique de type moderne est d'implantation ancienne et large, principalement à travers l'expérience de l'émigration ouvrière massive vers la France depuis près d'un siècle, et à travers l'expérience du Mouvement national algérien.

– La Kabylie est la seule région qui a connu une acculturation occidentale (française) profonde, par le biais d'une scolarisation ancienne et significative et par le biais de l'émigration. Cette acculturation touche en profondeur le tissu social, y compris rural et féminin. La France et les valeurs républicaines sont des références très présentes, même chez les analphabètes kabyles.

– Mais la rupture a sans doute aussi des causes sociales spécifiques plus immédiates. Sur le plan social, l'échec de l'Etat algérien a, en Kabylie, une dimension particulière qu'il convient de souligner et qui amène à considérer que la région est dans un véritable cul-de-sac, situation que les autorités ont laissé se mettre en place et s'aggraver après 1962. Pendant tout le XXe siècle, la surpopulation structurelle de la région a pu trouver un exutoire dans une émigration massive vers les grandes villes d'Algérie et vers la France, où les kabyles ont longtemps constitué la forte majorité de l'immigration algérienne. La fin de la colonisation française a aussi été une véritable bouffée d'oxygène pour la Kabylie car son accroissement démographique a pu se déverser sur Alger et sa région ; sa population adulte masculine, souvent scolarisée, a pendant une quinzaine d'années, facilement pu y trouver travail et logement. Ces « soupapes de sécurité » n'existent plus : l'émigration de masse vers la France est arrêtée depuis 1974 et Alger est une mégalopole surpeuplée où sévissent chômage et crise aiguë du logement. Les nouvelles générations kabyles ne trouveront plus le salut ailleurs. C'est sans doute ce qui permet de comprendre la radicalisation des protestations en Kabylie depuis 2001, avec le mouvement dit des 'archs.

Si ce dernier paramètre touche spécifiquement la Kabylie, il concerne potentiellement, *mutatis mutandis*, la plupart des grandes régions berbérophones, réservoirs de populations sans perspectives socio-économiques.

### Les évolutions récentes : décrispation ou stratégies de neutralisation ?

**L**es dernières années ont été marquées par un assouplissement sensible des positions des Etats centraux vis-à-vis de la « question berbère », tant en Algérie qu'au Maroc. Progressivement, même si les textes fondamentaux et la politique linguistique concrète demeurent globalement inchangés, on est passé depuis 1990 d'une hostilité déclarée à une tolérance à la marge.

Les moments les plus remarquables de cette décrispation sont : la création en 1990 et 1991 des départements de Langue et Culture berbères au sein des universités de Tizi-Ouzou et Béjaïa en Kabylie ; le discours royal du 20 août 1994, par lequel Hassan II se déclarait favorable « à l'enseignement des dialectes berbères » ; la création en mai 1995 du Haut Commissariat à l'Amazighité auprès de la Présidence de la République algérienne et l'ouverture de cours facultatifs de berbère dans l'enseignement moyen (collèges) et secondaire (lycées) dans certains éta-

blissements, surtout en Kabylie ; en fin 2001, la création au Maroc de l'Institut royal pour la culture amazighe (IR-CAM) et, en mai 2002, la modification constitutionnelle qui reconnaît au berbère le statut de « langue nationale » en Algérie (l'arabe étant « langue officielle et nationale »).

Mais parallèlement, la politique d'arabisation a régu­lièrement été réaffirmée en Algérie (loi de généralisation de la langue arabe entrée en vigueur le 5 juillet 1998), entraînant une réaction immédiate violente en Kabylie. Et, surtout, en Algérie comme au Maroc, les mesures prises en faveur du berbère restent marginales et sans effets réels sur les politiques linguistiques et culturelles et sur les dynamiques sociolinguistiques lourdes ; on semble encore loin d'une quelconque perspective de « compromis historique » entre les Etats algérien et marocain et la berbéricité.

En particulier – et c'est là un élément commun remarquable dans l'approche officielle de la question dans les deux pays – est explicitement exclue toute forme de reconnaissance de droits linguistiques et culturels des populations berbérophones, que l'on refuse de considérer comme des minorités ethnolinguistiques, susceptibles de bénéficier de la protection des instruments juridiques internationaux relatifs aux droits des groupes linguistiques et culturels minoritaires ; le discours officiel est clair sur ce plan : « la langue et la culture berbères ne sont pas la propriété d'une région (ou de régions) particulière(s), mais un élément du patrimoine culturel commun et indivis de la Nation ».

Cette approche « patrimonialiste », dont les sources idéologiques et juridiques sont typiquement françaises, doit certainement être analysée comme une tentative de dépossession et de neutralisation d'une revendication dont on craint les effets déstabilisateurs sur les fondements mêmes et les formes actuelles des Etats-nations maghrébins.

### Une émergence irréversible, un facteur d'évolution probable

**C**ontrairement aux projections faites dans les années soixante par la quasi totalité des spécialistes occidentaux de sciences sociales, les indépendances algériennes et marocaines n'ont pas fait disparaître le paramètre berbère du champ politique. La dilution dans le creuset arabe ne s'est pas opérée, et plusieurs régions berbérophones se posent déjà comme des acteurs politiques collectifs.

Les politiques linguistique et culturelle hostiles, mais aussi l'échec flagrant des politiques de développement avec ses implications sociales lourdes, constituent les deux principaux ferments de l'émergence berbère, actuelle et à venir. Et, comme il est peu probable que ces données et tendances fondamentales soient inversées dans les prochaines années, dans aucun des deux pays, on peut penser que l'émergence identitaire évoluera

#### Accord entre le gouvernement algérien et les berbères

Le 16 janvier 2005, le gouvernement algérien a signé un accord avec les leaders de la minorité berbère, dans lequel il s'engage, entre autres, à une plus grande reconnaissance de la langue berbère.

Le premier ministre Ahmed Ouyahia a déclaré que le gouvernement constituerait un comité chargé de superviser l'accord, dans une tentative de mettre fin au conflit entre Alger et les berbères.

Parmi leurs revendications, les berbères voulaient que leur langue, le tamazight, soit reconnue comme une langue officielle pouvant être utilisée dans des documents du gouvernement, comme par exemple les extraits de naissance.

Ils exigeaient également le retrait de tous les gendarmes de la région de Kabylie, à l'est de la capitale. Ces mesures pourraient tarder des mois, voire même des années, avant d'être mises en pratique.

D'après les déclarations d'Ouyahia, le comité de supervision de l'accord comptera sur la participation de représentants appartenant aussi bien au gouvernement qu'aux 'archs – comités de villages du centre berbère de la Kabylie.

Les conversations entre le pouvoir exécutif et les berbères avaient échouées au début de l'année dernière. Le dialogue a repris le 14 janvier entre Ouyahia et 19 chefs tribaux des 'archs.

certainement vers une émergence politique, en termes de projets berbères spécifiques.

C'est ce qui semble s'être produit en Kabylie au cours des dernières années : la revendication linguistique berbère y a pris une forme plus radicale et souvent autonomiste. Cela a été déjà explicitement le discours prononcé par les jeunes manifestants kabyles de juin 1998, après l'assassinat du chanteur Lounes Matoub ; et les 'archs (comités de villages et de tribus), qui a initié un vaste mouvement de désobéissance civile à partir de mai 2001, bien que s'interdisant tout discours de type ethnique ou autonomiste, ont développé, sciemment et de manière constante, une stratégie de rupture et d'opposition frontale avec l'Etat central : autrement dit, si son programme (« la plateforme d'El-Kseur ») n'est pas (encore ?) autonomiste, on a bien affaire à une gestion politique de rupture.

La véritable inconnue réside en fait, en Kabylie comme ailleurs, dans la façon dont les dynamiques en cours seront, sur la durée, traitées et relayées par les acteurs politiques, Etats et élites politiques. Ou bien elles sont les prémisses d'une évolution de l'Etat et de son organisation, vers une démocratisation en profondeur, une rupture avec les référents idéologiques fondateurs (arabisme et islamisme) et une véritable acceptation de la diversité, organisée dans des formes souples (fédéralisme, régionalisation poussée...), rendant à la société et à ses composantes leur souveraineté ; ou bien, les oligarchies en place se cramponnent à leurs privilèges d'Etat et entendent pérenniser une situation où des millions de personnes, des régions entières sont exclues, marginalisées, abandonnées à elles-mêmes, sans la moindre perspective de développement économique, social et culturel... Et dans cette hypothèse, l'avenir de l'Afrique du Nord est plutôt inquiétant.

En tout état de cause, la « question berbère », et en particulier sa « version kabyle », seront très certainement dans les années à venir des lieux d'instabilité et d'évolutions importantes en Afrique du Nord. ■